

Direction départementale  
de la protection des populations

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

Service prévention  
des risques environnementaux  
N°IC 2003/5356  
MTB

**Le Préfet des Côtes d'Armor**

**Officier de la Légion d'honneur**

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «E.A.R.L. LE BRIS Jean François », autorisant l'exploitation à Duault au lieu-dit « Le Bourg » d'un élevage avicole de 34 200 animaux équivalents (soit 11 400 dindes de chair ou 34 200 poulets de chair) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le changement d'exploitant du 05 juillet 2011 relatif à la reprise au titre de l'installation classée « LE CREFF Ronan » d'un élevage avicole autorisé le 19 décembre 2003 au nom de l'EARL LE BRIS Jean-François pour un cheptel de 34 200 animaux équivalents (poulets de chair) ;
- VU la demande présentée le 11 juin 2012 par l'installation classée « **LE CREFF Ronan** », sise « La Villeneuve » à CARNOET, en vue de l'extension d'un élevage avicole autorisé pour 34 200 animaux équivalents qui comprendra 73 800 animaux équivalents en présence simultanée (11 400 dindes de chairs ou 34 200 poulets de chairs), la construction d'un deuxième poulailler sur le site du bourg, la mise à jour du plan d'épandage à Duault au lieu-dit « Le Bourg » ;

VU la saisine de l'autorité environnementale du 30 juillet 2012 ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur du 18 décembre 2012 ;

VU les délibérations des conseils municipaux de CALLAC, CARNOET, DUAULT, LOCARN, PLUSQUELLEC, SAINT-SERVAIS;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 14 mars 2013 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 29 mars 2013 ;

**CONSIDERANT** que le demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'un forage est situé à moins de 35 mètres des bâtiments de l'installation ;

**CONSIDERANT** que l'élevage est et sera implanté à plus de 100 mètres des tiers les plus proches ;

**CONSIDERANT** les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## - A R R E T E -

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** --

1.1 - MOnsieur LE CREFF Ronan ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à CARNOET au lieu-dit « La Villeneuve », est autorisée à exploiter à DUAULT au lieu-dit « Le Bourg » (section D n°s 930-932), à moins de 35 mètres du forage de l'installation, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 73 800 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit :

Site « Le Bourg » à DUAULT	Animaux équivalents
24 600 dindes de chairs médium	soit 73 800 animaux-équivalents
73 800 poulets de chair standard	soit 73 800 animaux équivalents

sous réserve que la rotation des productions sur les 2 poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 14 528 kg par an.

1.2.- Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

### **ARTICLE 2** - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 000 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation

- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61- 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue de l'élevage et à proximité de la plate-forme de stockage des fumiers.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

### **ARTICLE 3** - Prescriptions complémentaires concernant le transfert de fumiers brut.

#### **3.1. Gestion des flux – Traçabilité**

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la reprise vers une installation classée 2 780 pour un maximum de 120 tonnes de fumiers par an soit 3 000 unités d'azote.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### **3.2. Stockage du fumier avant reprise**

Les fumiers destinés à être repris par une société prestataire de service en vue du transfert vers une installation classée 2780 seront soit repris directement à la vidange du poulailler, soit stocker en attente de reprise exclusivement dans les poulaillers à l'exclusion de toutes autres modalités de stockage.

#### **ARTICLE 4** - Prescription Meilleures Techniques Disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 5** : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

Le forage existant sur la parcelle cadastrée section D numéro 932 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 6** -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 19 décembre 2003.

## ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de DUAULT pour y être consulté,
- affichée à la mairie de DUAULT pendant une durée d'un mois,
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture,
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

## ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le Maire de Duault et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de Callac, Carnoët, Duault, Locarn, Plusquellec, Saint-Servais Callac, Duault, Locarn, Plusquellec.

SAINT-BRIEUC, le - 6 MAI 2013

LE PREFET,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Gérard DEROUIN